

# Pour 20 000 emplois d'avenir : réussir la conversion sociale et écologique de l'économie bretonne

## Evit 20 000 implij an dazont : kas amdroadur sokial hag ekologel an armerzh e Breizh da benn

Notre modèle de développement est à bout de souffle : épuisement des ressources, destruction de l'environnement, chômage de masse et inégalités sociales. Ensemble, nous pouvons construire un autre modèle, qui sache concilier qualité de vie, respect de l'environnement, réduction des inégalités et création d'emplois. Le projet d'Europe Écologie Bretagne entend remettre l'économie au service de tous, salariés, consommateurs, citoyens.

À travers la conversion écologique de l'économie, nous pourrons répondre aux difficultés d'aujourd'hui et construire l'économie de demain, une économie qui tire les leçons de la crise et fonde de nouveaux équilibres.

**L'économie de demain, c'est une économie de l'innovation** dans les énergies renouvelables, dans la maîtrise de l'énergie, dans les transports.

**C'est aussi, et surtout, une économie responsable, basée sur l'éthique et le partage.** La conversion écologique de notre économie doit s'appuyer avant tout sur un projet de société qui aura pour pilier la solidarité. La transformation nécessaire est à la fois écologique, économique mais surtout sociale. Les nouvelles pratiques, les



mutations de comportement, la volonté de se conduire enfin de manière responsable exigent la mise en place de solidarités nombreuses et actives à l'échelle de la région.

**L'économie de demain, c'est aussi une économie de proximité.** Produire près des lieux de consommation, renforcer le tissu des petites et moyennes entreprises, dynamiser les activités artisanales, et bien sûr ne pas céder au dumping social qui met en concurrence les salariés d'Europe: c'est dans cette optique que doit se construire la politique économique de la région. L'institution régionale elle-même devra montrer l'exemple, en systématisant des critères sociaux et environnementaux dans ses marchés publics.

La crise a mis à nu la fragilité d'une économie du court terme, basée uniquement sur des critères de rentabilité. L'alternative au tout-libéral existe, c'est l'économie sociale et solidaire: des mutuelles, des associations, des coopératives, des entreprises pratiquant un commerce équitable et d'insertion, qui inventent une façon d'entreprendre autrement et ne cèdent pas à la loi du profit immédiat, tout en développant des activités non délocalisables. Une alternative qui représente déjà 14 % de l'activité bretonne, et demain beaucoup plus. Car la crise l'a montré, l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) est robuste: quand l'emploi recule partout, il continue de progresser dans l'ESS. **C'est une économie de solidarité entre les territoires.** À la mise en concurrence des régions entre elles, nous préférons favoriser les coopérations, que ce soit entre régions limitrophes ou entre régions complémentaires.

**C'est aussi la solidarité active avec les plus pauvres de la planète.** Ils représentent aujourd'hui près d'un être humain sur 6, ce sont souvent des paysans, majoritairement des femmes. À travers leurs actions de « coopération décentralisée », les Régions ont un rôle à jouer en matière d'aide au développement. Comment? En promouvant, partout où elles interviennent, co-développement et démocratie locale; en contribuant, ici et là-bas, à l'éducation au développement et à la réflexion sur les politiques internationales (commerciales, financières et environnementales notamment); en favorisant le partage d'expériences dans les réseaux locaux d'ONG et de collectivités locales; en veillant à la cohérence des actions menées au plan local, national ou multilatéral, pour les opérations d'urgence comme pour les programmes de développement; en soutenant les filières du commerce équitable.

**La Bretagne, actrice d'une nouvelle économie.** Malgré ses moyens limités, notre Région peut et doit pouvoir jouer son rôle dans la résorption des crises sociales et économiques. Europe écologie Bretagne propose à toutes les forces vives de la région – syndicats de salariés et d'entrepreneurs, mouvements de chômeurs et de précaires, associations environnementales et de consommateurs, chercheurs et élu-e-s – la tenue immédiate d'un Grenelle breton de l'emploi visant à la création de milliers d'emplois issus de la conversion écologique de l'économie. Ce « Bretagne de l'emploi » permettrait de mobiliser la société bretonne sur un objectif commun. Pour que ses décisions ne restent pas sans lendemain, une Agence bretonne pour la transformation de l'économie sera créée. Convertir notre économie implique de disposer de capacités d'intervention suffisantes. Malgré une forte volonté des Breton-ne-s de voir le Conseil Régional doté de véritables moyens d'action, la Région Bretagne dispose d'une faible capacité d'intervention. En effet, de toutes les régions de métropole, la Bretagne est celle dont le budget par habitant (340 euros par an) est le plus faible. À titre de comparaison, le budget moyen par habitant des régions métropolitaines est de 400 euros par an. Il n'est plus accep-



table que le budget de la Région Bretagne, toujours amputée de la Loire-Atlantique, plafonne à 1 milliard d'euros quand celui de l'Écosse est de 32 milliards d'euros. Nous doterons la Bretagne de nouveaux moyens d'actions économiques, afin de mener à bien notre projet.

## Nos engagements

### **D**es solutions vertes face à la crise, convertir l'économie bretonne

Le système social français joue, tant bien que mal, son rôle d'amortisseur de la crise. Face à la violence de la récession, et en particulier à la montée du chômage, les Régions doivent prendre toute leur place pour limiter les conséquences sociales et économiques de la crise, et être aux côtés des habitants de notre région.

Dans les relations professionnelles entre État, Employeurs et Syndicats, nous proposons d'introduire un quatrième acteur, la Région, en tant que représentante des collectivités locales. La région est l'espace pertinent pour réfléchir et proposer les politiques publiques adaptées à l'économie et à l'emploi. Toutes les grandes réussites en Europe en matière de conversion économique se sont situées sur ce type d'espace (petits pays comme l'Autriche, le Danemark, La Hollande, ou régions comme la Catalogne, la Bavière, l'Écosse...). En France, les Régions sont systématiquement mises à l'écart des discussions tripartites. Nous proposons de mettre en œuvre un échelon de concertation expérimental intégrant les collectivités.

La construction d'un nouveau modèle économique breton se fera en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés. Europe Écologie Bretagne organisera pour y parvenir un « Bretagne de l'emploi », grand débat multipartite associant l'ensemble des acteurs économiques bretons.

Par ce « Bretagne de l'emploi » Europe Écologie entend promouvoir des solutions nouvelles et ambitieuses contre le chômage et la précarité : en mettant en place un vaste plan de conversion écologique et sociale de l'économie bretonne ; en promouvant une économie à échelle humaine, sociale et solidaire ; en prenant des initiatives sur l'emploi des jeunes et le partage du temps de travail.

### *Nos propositions*

- **Un « Bretagne de l'emploi » : nous proposons à toutes les forces vives de la région la tenue immédiate d'un grand débat multipartite associant syndicats de salariés et d'entrepreneurs, mouvements de chômeurs et de précaires, associations environnementales et de consommateurs, chercheurs, représentants de l'État, du service public de l'emploi, des collectivités locales et de la région, en vue de prendre des décisions de long terme en matière économique et sociale.**
- **Pour que ce débat ne reste pas sans lendemain, une Agence bretonne pour la transformation de l'économie sera créée.**



- **Accompagner la restructuration des filières en difficulté, « convertir les grands secteurs en crise » (pêche, agriculture, automobile, tourisme).**
- **Une « deuxième chance » pour les entreprises défailtantes, la reprise par les salariés : un euro investi par la Région pour un euro investi par les salariés dans la reprise de leur entreprise.**

## **C**onstruire aujourd'hui l'économie de demain : plus d'écologie, c'est plus d'emplois. Des milliers d'emplois verts créés en Bretagne

Isolation thermique des bâtiments, énergies renouvelables, transports en commun, agriculture biologique, pêche durable... Les politiques éco-environnementales régionales peuvent créer plus de 20 000 emplois bretons. Des emplois stables, non délocalisables, assis sur une demande durable qui demain résisteront aux à-coups d'une économie mondialisée.

Si nous ne créons pas les conditions pour que cette nouvelle économie durable et solidaire, robuste et porteuse d'avenir se développe ici, alors les emplois de demain seront créés ailleurs, peut-être dans d'autres pays, à des conditions sociales moins favorables. Comment créer les conditions d'émergence d'une nouvelle économie régionale ?

### ***Nos propositions***

- **Structurer les filières professionnelles, favoriser la création de « couveuses spécialisées » ou encore développer les réseaux de recherche. Objectif : faire émerger sur nos territoires les compétences et activités qui répondront aux nouveaux besoins sociaux et environnementaux. Assurer l'essor et la pérennité des entreprises artisanales bretonnes.**
- **Créer plus de 20 000 emplois verts en 4 ans en Bretagne en structurant les nouvelles filières dans le secteur des éco-matériaux et de l'éco-habitat, des énergies renouvelables, des transports en commun, de l'agriculture.**

## **U**ne solidarité bretonne renforcée

Faire face à la crise, c'est d'abord mettre en place des mesures d'urgence pour les salariés des entreprises en difficulté.

Une politique de formation active permettra à chacun de construire son propre parcours (à la clé, de nouveaux emplois pour les jeunes, mais aussi pour les salariés des secteurs en déclin qui doivent préparer dès aujourd'hui leur reconversion).

### ***Nos propositions***

- **Renforcer les dispositifs de formation pour les salariés :**



- La création de comptes d'épargne/formation pour les salariés gérés par la Région.
- Un plan de reconversion volontaire pour les salariés des secteurs menacés : se reconvertir avant d'avoir perdu son emploi.
- Pour les salariés en difficulté, la création, sur le modèle autrichien, de fondations pour l'emploi, financées par l'entreprise, les services d'emploi de l'État, les collectivités et les salariés, et prenant en charge les salariés jusqu'à leur reclassement avant les mesures de licenciement.
- combattre la fracture numérique : mettre en place une politique volontariste du très haut débit pour tous afin de garantir la possibilité d'un développement harmonieux des territoires.
- Développer, avec les collectivités locales, des centres de travail de proximité afin de garantir un développement économique de l'ensemble des territoires, y compris en zone rurale, et d'éviter une métropolisation excessive, préjudiciable sur le plan humain et environnemental.
- Renforcer les politiques d'aide au développement avec les Pays du « Sud », car la solidarité, c'est aussi avec les plus pauvres de notre planète.

## **F**aire face à la crise, c'est aussi lutter contre la pauvreté des salarié-e-s : pour un bouclier social breton

Si la Région n'a pas de compétences en matière salariale (la fixation du SMIC relève de l'État), elle peut aider les Bretons à diminuer certaines dépenses qui pèsent lourd dans leur budget, comme les factures énergétiques et les frais de transport, par exemple.

### *Nos propositions*

- Mettre en place un programme régional d'économies d'énergie pour les ménages, les entreprises, et les communes bretonnes (programme « Ville en transition »).
- Développer les alternatives à la voiture pour les salariés, notamment par une politique de transports en commun ambitieuse, afin de réduire les charges liées aux déplacements.
- Lutter contre la spéculation immobilière et expérimenter de nouvelles formes de gestion de l'habitat (coopérative d'habitants...) afin de réduire le coût du logement.



## **O**rienter les aides de la Région vers les entreprises socialement et écologiquement responsables.

Les aides économiques de la Région doivent favoriser le développement d'une économie respectueuse de l'environnement et des droits des salariés. Les concours financiers seront réservés aux entreprises qui en ont réellement besoin. Les critères d'attribution doivent être clairs et précis. Des remboursements seront exigés en cas de non respect, par les bénéficiaires, de leurs engagements. La Région doit tirer les leçons du scandale des entreprises « chasseuses de primes ».

### *Nos propositions*

- **Arrêter toutes les subventions aux activités nuisibles, c'est-à-dire polluantes, sur-consommatrices d'énergie, présentant des conditions de travail dégradées, ou encore liées à des paradis fiscaux.**
- **Réserver les subventions aux entreprises justifiant de surcoûts liés à une démarche de progrès environnemental ou social.**
- **Développer un label breton « Économie responsable et solidaire ».**

## **S**ystématiser les clauses sociales et environnementales dans les marchés publics de la Région.

Les Régions doivent pouvoir choisir leurs prestataires en fonction de critères environnementaux (éco-labels, agriculture biologique ou durable) et sociaux (insertion, commerce équitable) véritablement engageants.

Les clauses sociales et environnementales sont trop souvent méconnues et insuffisamment appliquées. Aussi, les élus écologistes se mobiliseront pour les faire inclure dans tous les marchés et obtenir des avancées par rapport au régime juridique actuel.

### *Nos propositions*

- **Tout marché public de la Région devra au minimum inclure :**
  - **Un critère CO2 (bilan carbone de la prestation), qui favorisera une relocalisation de l'économie en incluant le coût environnemental des transports.**
  - **Un engagement de l'entreprise à ne pas être présente ou à se retirer des paradis fiscaux.**

**Ces deux critères ne sont pas aujourd'hui autorisés par le code des marchés publics. Mais les Régions, ensemble, doivent exiger une réforme en ce sens. En France, la commande publique correspond à 12 % du PIB. C'est donc un véritable levier pour faire évoluer l'économie en Bretagne et ailleurs.**



## **l'Économie Sociale et Solidaire, pilier d'une nouvelle économie**

Définies par leur statut démocratique (dans les mutuelles, le pouvoir est détenu par les sociétaires, dans les associations, par les membres, et dans les coopératives, par les salariés), ou par leur utilité sociale (entreprises d'insertion, du commerce équitable,...), les entreprises de l'économie sociale et solidaire représentent 14 % de l'activité économique en Bretagne. Cette économie doit prendre toute sa place dans le paysage économique régional.

### ***Nos propositions***

- **Créer ou renforcer les fonds dédiés aux sociétés de capital-risque solidaire qui permettent la création, la reprise et la transmission d'entreprises associatives ou coopératives.**
- **Créer une fondation de l'économie sociale et solidaire ouverte aux contributions publiques et privées, permettant de dégager de réelles capacités d'investissement pour l'aide à la création d'activités en Économie Sociale et Solidaire.**
- **Mettre en place des dispositifs de formation et d'accompagnement des porteurs de projets. Soutenir la professionnalisation, la valorisation et la formation des salarié-e-s à l'ESS, en partenariat avec les établissements d'enseignement (lycées, centres de formation, universités).**
- **Renforcer le développement des Pôles de l'Économie Sociale et Solidaire dans chacun des 21 Pays bretons. S'appuyer sur ces pôles pour développer la création d'activités en ESS à l'échelle des Pays et les filières courtes de production.**
- **Appuyer les initiatives citoyennes pour développer de nouveaux projets d'Économie Solidaire en Bretagne (jardins partagés, associations de voiture partage et de covoiturage, Habitat Groupé, Système d'Échanges Locaux, coopératives de production d'énergies renouvelables, agriculture de proximité et achats groupés : AMAP, Paniers de voisins, jardins de Cocagne...).**
- **Promouvoir l'achat responsable en développant des outils permettant cette rencontre, tel le site Internet [www.boutique-solidaire-bretagne.com](http://www.boutique-solidaire-bretagne.com).**
- **Faire de la Bretagne un moteur de la coopération européenne sur l'ESS par la construction de nouveaux partenariats.**



- Financer les opérations permettant de mieux faire connaître à tous, étudiants, futurs porteurs de projets, grand public, cette autre façon d'entreprendre et de consommer.
- Soutenir les projets concrets de développement de monnaies alternatives (SOL, SEL, échanges de biens et services).
- Développer les filières locales équitables à l'échelle des bassins de vie.

## **S**e doter de nouveaux moyens d'intervention

Nous proposons d'investir la région Bretagne plus profondément dans l'économie régionale en la transformant en opérateur réel de la conversion écologique de l'économie. Si les électeurs nous donnent les responsabilités exécutives régionales nous créerons un organisme chargé de la « conversion écologique et sociale ».

### *Nos propositions*

- Transformer l'Agence économique de Bretagne en une « Agence de la conversion écologique et sociale de l'économie » dotée de réels moyens d'action pour développer un nouveau modèle breton.

